

Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

QUARTIER MOSSON

Réalisation d'un Street Workout sur les bords du Lac des Garrigues Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

La Ville de Montpellier souhaite dans le cadre de sa politique sportive de proximité, aménager un street workout, sur les bords du lac des Garrigues, proche des immeubles du quartier de la Mosson, en dessous de l'avenue Guilhem de Poitiers,

Le street workout, littéralement « équipement de rue », sera un lieu de rencontres des jeunes autour d'une pratique sportive à mi-chemin entre la gymnastique et la musculation. Mélangeant figures de force, de souplesse et d'équilibre, c'est un loisir qui se pratique essentiellement en extérieur.

Ce projet est porté par le Conseil de Quartier Mosson et, dans le cadre d'un aménagement plus global de la pratique sportive autour du lac des Garrigues, comprenant notamment la reprise des cheminements utilisés pour la marche ou la course à pied et la rénovation complète du parcours d'orientation.

Ainsi, pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant des travaux et la pose du street workout s'élève à 92 000 €, en raison notamment de terrassements importants nécessaires pour créer une surface suffisamment plane pour mettre en œuvre les mobiliers sportifs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'aménagement d'un street workout sur les bords du lac des Garrigues ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer et déposer la déclaration préalable des travaux par les services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2018, chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03 OCT. 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.